

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
Délibération n° CC-2025-110

L'an deux mille vingt-cinq  
Le dix décembre à dix-neuf heures  
Le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la  
Salle Valéry Giscard d'Estaing à Mornant, sous la présidence de Monsieur Renaud  
PFEFFER.  
Date de convocation : 3 décembre 2025

Nombre de membres :

En exercice	37
Présents	28
Votes	32

PRESENTS :

Renaud PFEFFER, Marc COSTE, Fabien BREUZIN, Isabelle BROUILLET, Jean-Pierre  
CID, Arnaud SAVOIE, Olivier BIAGGI, Pascal OUTREBON, Luc CHAVASSIEUX,  
Françoise TRIBOLLET, Loïc BIOT, Charles JULLIAN, Magali BACLE, Caroline  
DOMPNIER DU CASTEL, François PINGON, Jean-Luc BONNAFOUS, Stéphanie  
NICOLAY, Anne RIBERON, Bruno FERRET, Denis LANCHON, Anik BLANC, Pascale  
CHAPOT, Patrick BERRET, Pascale DANIEL, Véronique MERLE, Christèle CROZIER,  
Hélène DESTANDAU, Gérard MAGNET

ABSENTS / EXCUSES :

Yves GOUGNE, Raphaëlle GUERIAUD, Anne-Sophie DEVAUX, Bernard CHATAIN,  
Séverine SICHE-CHOL

PROCURATIONS :

Christian FROMONT donne procuration à Marc COSTE  
Marilyne SEON donne procuration à Olivier BIAGGI  
Thierry BADEL donne procuration à Charles JULLIAN  
Cyprien POUZARGUE donne procuration à Fabien BREUZIN

SECRETAIRE DE SEANCE : Anik BLANC

FINANCES

\*\*\*\*\*

Dépenses  
d'investissement

Autorisation de  
paiement avant le vote  
du Budget Primitif  
2026

Rapporteur : Monsieur Fabien BREUZIN, Vice-Président délégué aux Finances, aux  
Moyens Généraux, à l'Economie et aux Equipements

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment  
l'article L. 1612-1,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais validés par  
arrêté préfectoral n° 69-2024-09-24-00001 du 24 septembre 2024,

Vu la date prévisionnelle de vote du prochain Budget Primitif, fixée en mars 2026,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Instruction « Finances, Moyens Généraux,  
Développement Economique et Equipements » en date du 25 novembre 2025,

Les dispositions réglementaires (article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités  
Territoriales) prévoient que les crédits ouverts, s'agissant des dépenses de la  
section de fonctionnement de l'exercice, sont automatiquement reconductibles  
sur l'exercice suivant, l'exécutif de la Copamo pouvant ainsi liquider et mandater  
les dépenses de cette section mais aussi recouvrer les recettes.

Toutefois, pour ce qui concerne les dépenses d'investissement, cet article dispose  
que le Président peut, après autorisation du Conseil, engager, liquider et mandater



des dépenses d'investissement, avant l'adoption du budget 2026, dans la limite du quart des crédits du budget d'investissement (hors remboursement en capital des annuités des emprunts) de l'année précédente, soit une enveloppe maximum de 1 883 092 € (sur un total de 9 384 448 € de dépenses réelles d'investissement de l'exercice 2025 hors remboursement du capital de la dette).

La Collectivité, pour l'année 2026, présente un besoin de dépenses pour un montant de 181 300 € comme détaillé dans le tableau suivant :

N° opération/ chapitre	Libellé	Montant
20	Immobilisations incorporelles (licences informatiques...)	7 000 €
204	Subventions équipement (dont aides TPE )	5 000 €
21	Immobilisations corporelles (véhicule, mobilier, autres matériels...)	50 000 €
2402	Infrastructures transports en commun	119 300 €
	<b>Total</b>	<b>181 300 €</b>

Où l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

**Certifié exécutoire**  
**Transmis en**  
**Préfecture le 15 DEC. 2025**

**Notifié ou publié**  
**le 15 DEC. 2025**

**Le Président**

**AUTORISE** Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses exposées ci-dessus avant le vote du Budget Primitif 2026.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour copie certifiée conforme.

PUBLIE LE 15 DECEMBRE 2025  
RENAUD PFEFFER, PRESIDENT

Le Président,  
**Renaud PFEFFER**



*La présente délibération  
peut faire l'objet d'un  
recours gracieux auprès  
du Président ou d'un  
recours en annulation  
devant le Tribunal  
Administratif de Lyon,  
184 rue Duguesclin 69003  
Lyon /  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans  
un délai de 2 mois suivant  
sa publication*